

Contribution de SFR à la consultation sur les orientations de l'ARCEP faisant suite à la première phase des travaux d'expérimentation et d'évaluation relatifs à la mutualisation des réseaux en fibre optique

SFR souhaite rappeler sa volonté d'investir fortement dans le déploiement de la fibre optique et de faire partie des opérateurs majeurs de ce déploiement, et en conséquence du besoin que les règles soient clarifiées au plus tôt pour l'ensemble des acteurs, tant dans les zones très denses que dans les zones moins denses, dans lesquelles SFR est également très présent à travers ses filiales DSP.

SFR tient donc tout d'abord à remercier l'Arcep pour l'intensité du travail réalisé sur les premiers mois de l'année.

Celui-ci laisse cependant apparaître encore deux zones d'incertitudes importantes, concernant d'une part les modalités de déploiement des petits immeubles en zones très denses, et d'autre part la mutualisation des déploiements en zones moins denses, qui font l'objet de deux nouveaux groupes de travail d'ici à l'été.

Dans l'attente, SFR demande expressément à l'Arcep concernant la définition des zones de déploiement,

- de rester très prudente dans la définition des zones très denses, dans lesquelles des déploiements capillaires seraient rentables et permettraient un point de mutualisation de petite taille très en aval du réseau et en particulier en pied d'immeuble, par exception à la LME. Nous estimons que celle-ci ne peut dépasser à ce stade 3 à 4 millions de logements, du fait notamment de l'incertitude sur les modalités de raccordement des immeubles de moins de 12 logements ;
- d'affirmer clairement qu'en dehors de cette zone, et tant que l'Arcep n'aura pas défini d'autre cas spécifique, la règle fixée par la LME s'applique et le point de mutualisation doit être extérieur à l'immeuble. Il convient à cet effet de ne plus exonérer a priori les déploiements effectués s'ils ne respectent pas ce principe. L'Arcep doit notamment inciter l'ensemble des acteurs (y compris France Télécom) à discuter ces prochains mois de modalités de mutualisation raisonnables et efficaces dans les zones moins denses, de façon à assurer que, conformément à la LME, les points de mutualisation seront accessibles aux autres opérateurs dans des conditions techniques et économiques raisonnables.

Concernant la technologie multi fibres si celle-ci est retenue, et le mode opératoire proposé par l'Arcep, SFR souhaite le respect de certains principes essentiels, et leur soumission pour avis à l'Autorité de Concurrence et à la Commission européenne, et notamment :

- la définition d'un nombre maximal de 4 fibres, au-delà duquel il serait déraisonnable de déployer du multi fibres ;
- un processus d'appel à candidature au niveau de la commune, suffisamment large et transparent, et permettant une concertation minimale entre les acteurs sur le bon nombre de fibres à déployer ;
- l'absence de contraintes trop fortes en cas de pose de 4 fibres dédiées passives (pas d'obligation d'offrir une fibre mutualisée, possibilité de proposer un accès actif au n+1ième) ;
- une mise en concurrence des sous-traitants sur une commune, et un partage des coûts identique entre chaque opérateur, établi sur la base des factures réellement encourues ;
- un partage des coûts également du câblage horizontal palier, et la possibilité que celui-ci soit construit par l'Opérateur Commercial.

Enfin, SFR souhaite attirer l'attention de l'Arcep sur deux problématiques importantes, qui n'apparaissent pas dans ce document d'orientation :

- l'interopérabilité des équipements entre les différents opérateurs, qui peut perturber le fonctionnement du réseau de certains opérateurs ;
- la nécessité de déterminer dès que possible un tarif de déploiement raisonnable dans les fourreaux de France Télécom.

Les zones très denses

Question : l'Autorité invite les acteurs à définir le périmètre correspondant selon eux aux zones très denses, a priori sous la forme d'une liste de villes, ou sur la base de tout autre critère qui leur semblerait pertinent.

Tout d'abord, il est nécessaire de prendre en compte l'incertitude actuelle sur le mode de raccordement des immeubles de moins de 12 logements.

L'Arcep définit les zones très denses comme les zones dans lesquelles « *il est économiquement possible à plusieurs opérateurs de déployer leurs propres infrastructures, en l'occurrence leurs réseaux de fibre optique, au plus près des logements* ». SFR partage cette approche, étant entendu que « plusieurs » doit être entendu comme englobant l'ensemble des opérateurs ayant de véritables projets d'investissement déclarés et engagés, soit à minima quatre (y compris le Câble).

De ce fait, dans ces zones, l'Arcep estime qu'un opérateur doit pouvoir implanter un point de mutualisation au pied des immeubles au-delà d'une certaine taille, par exception à la règle générale définie par la LME, qui prévoit que « *l'accès [à une ligne en fibre optique] est fourni [...] en un point situé, sauf dans les cas définis par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes, hors des limites de propriété privée* ».

A contrario, l'Arcep considère que même dans cette zone (à l'exception de Paris), les immeubles en dessous d'une certaine taille (à minima de 12 logements), doivent être mutualisés plus en amont.

Ces principes sont très structurants pour la détermination de cette zone, car jusqu'ici, aucune solution n'a été trouvée pour permettre une mutualisation en amont à proximité des immeubles de moins de 12 logements. En effet :

- l'expérimentation de PRI d'îlots de 24 logements en façade sur la ville de Marseille, menée conjointement par SFR et France Télécom, se révèle être un relatif échec :
 - o SFR n'est parvenue qu'à obtenir seulement deux accords pour l'installation d'un PRI en façade sur deux immeubles, au bout de plusieurs mois d'efforts, limités à quelques dizaines de logements ;
 - o lors des dernières réunions multilatérales, France Télécom semble abandonner ce principe au profit de bornes installées dans la rue à proximité des immeubles... qui n'ont pas beaucoup plus de raisons de mieux fonctionner, les contraintes étant relativement équivalentes.
- les projets d'hébergement en chambre proposés par Free, n'ont pas été concluants à ce stade, du fait notamment du faible espace disponible dans les chambres de France Télécom, et de la nécessité à défaut de devoir construire systématiquement une chambre satellite ;
- au-delà de la faisabilité technique et opérationnelle, le coût de ces solutions risque par ailleurs d'être prohibitif à une telle échelle.

Par ailleurs, et pour qu'un raccordement des immeubles de moins de 12 logements à proximité de ces immeubles soit efficace et économiquement rentable (ie a minima qu'il ne revienne pas plus cher que de raccorder ces immeubles en pied d'immeuble), cela suppose une coordination des déploiements entre les différents acteurs sur une zone donnée, qui jusqu'ici, n'a pas été réellement discutée avec l'Arcep malgré les alertes des opérateurs. C'est-à-dire que quand bien même une solution technique aurait été déterminée, celle-ci a peu de chance d'être économiquement rentable sans un minimum de coordination entre les acteurs, qui n'est pas définie à date.

Se pose en plus la problématique, si ces immeubles doivent être raccordés en multi fibres, de l'encombrement des fourreaux, qui rend potentiellement impossible une mutualisation trop en amont dans le réseau. S'il n'est pas possible de raccorder ces immeubles en pied d'immeuble, ni en amont à proximité, la situation actuelle engendre a priori une impossibilité de raccorder les immeubles de moins de 12 logements dans les zones très denses.

D'ailleurs, sur Paris, l'Arcep a déjà acté qu'il n'y a pas d'autre solution possible que de raccorder ces immeubles en pied d'immeuble, du fait que certains opérateurs utilisent les égouts et d'autres les fourreaux de France Télécom.

A ce stade, il n'est donc à nos yeux pas exclu, que la seule autre solution réellement efficace d'un point de vue opérationnel et économique, s'il s'avère irréaliste de se raccorder à proximité ou à l'intérieur de ces immeubles, soit de mutualiser l'ensemble de ces logements beaucoup plus en amont, par exemple au niveau d'un NRO (voire éventuellement d'une armoire de rue, pour limiter le risque de saturation, et sous réserve d'un accord de la municipalité), en mono fibre.

Cette solution semble également nécessaire pour les nombreuses autres communes pour lesquelles, comme sur Paris, deux réseaux de fourreaux distincts permettent de desservir les immeubles : réseaux Numéricâble hors Plan Câble (Nice par exemple) ; Opalys (13 communes de la petite couronne parisienne) ; potentiellement Montpellier et Valenciennes ; etc... En effet, dans ces communes, il n'existe pas nécessairement de point de rencontre possible entre les réseaux des différents opérateurs pour un point de mutualisation en amont et à proximité des immeubles. On peut également se poser cette question pour les nombreux petits immeubles raccordés dans ces zones en façade et/ou par poteaux, pour lesquels les réseaux de desserte de France Télécom et de Numéricâble, même dans les communes du Plan Câble, ne sont pas nécessairement les mêmes.

Dans l'attente de ce débat très structurant concernant le mode de raccordement des petits immeubles dans les zones très denses, qui doit avoir lieu dans le cadre d'un des chantiers lancés par l'Arcep sur le deuxième trimestre, un opérateur qui souhaite déployer aujourd'hui son réseau dans ces zones se trouve donc devant une contrainte insoluble : il est quasiment contraint de déployer un réseau capillaire permettant de desservir l'ensemble des immeubles et des logements, y compris les petits immeubles (car le surcoût d'un déploiement marginal en deux étapes serait rédhibitoire), sans aucune certitude que ce déploiement capillaire permette de raccorder à proximité les immeubles de moins de 12 logements, si in fine, ceux-ci étaient mutualisables plus en amont, comme par exemple au NRO.

Aussi, l'Arcep doit prendre en compte à date pour déterminer ces zones, la rentabilité d'un déploiement, pour lequel seuls les immeubles de plus de 12 logements seraient raccordés, ie sans prendre en compte le potentiel des immeubles de moins de 12 logements, pour lesquels aucune règle de mutualisation n'est définie à date.

Notre analyse économique montre que la zone très dense doit aujourd'hui être limitée à 3 à 4 millions de prises au maximum

SFR a développé un modèle économique à cet effet, dont les modalités détaillées sont décrites en Annexe.

Sur la base d'hypothèses de couvertures minimales dont le déploiement est rentable dans la commune :

- au moins 50% des logements dans des immeubles de plus de 12 logements ;
- et/ou au moins 10 000 logements dans des immeubles de plus de 12 logements, permettant de justifier la construction d'un NRO (2500 logements dans les communes de la petite couronne parisienne).

Il ressort une liste de communes représentant 3,2 millions de logements, dont 1,3 millions de logements sont rentables à raccorder à date (détail en annexe).

Il est en effet nécessaire d'assurer une couverture minimale d'une commune, permettant un effet d'échelle minimal pour la création d'un NRO, la recherche de sous-traitants pour assurer le déploiement et le sav, les moyens de commercialisations (équipes commerciales locales, opérations de communication locale, etc...).

Il faut noter que la couverture de 50% des logements dans des immeubles de 12 logements, dans des communes dans lesquelles ces derniers ne représentent que 70% des logements, n'assure qu'une couverture d'un peu plus du tiers de la ville, ce qui reste très bas. Néanmoins, on peut estimer qu'une optimisation du déploiement dans ces villes, qui ne peut être analysé par un modèle économique simple, permettrait d'étendre la couverture théorique, d'autant plus une fois que les règles de raccordement des immeubles de moins de 12 logements auront été déterminées.

La prise en compte d'hypothèses de couvertures encore plus basses (au moins 30% des logements dans des immeubles de plus de 12 logements ou au moins 5000 logements pour justifier la construction d'un NRO, rentables dans la commune), ne fait apparaître que trois villes supplémentaires (Toulouse, Strasbourg, Reims), mais de façon relativement artificielle, puisque

celles-ci augmenteraient le périmètre de logements global de près de 450 000 logements, pour seulement 15 000 logements rentables à déployer aujourd'hui. Cette hypothèse ne nous paraît donc pas réaliste.

Cette modélisation montre sans ambiguïté que SFR ne saurait pas aujourd'hui, seul, déployer un réseau capillaire au-delà de ces seuils, ce qui est contraire à la définition des zones très denses donnée par l'Arcep et rappelée précédemment : « *celles-ci pourraient être définies comme les zones [...] où il est économiquement possible à plusieurs opérateurs de déployer leurs propres infrastructures, en l'occurrence leurs réseaux de fibre optique, au plus près des logements* ».

Une clause de rendez-vous, à fin 2009 ou début 2010, permettrait de prendre en compte les travaux en cours sur le raccordement des immeubles de moins de 12 logements et sur les zones moins denses, et d'étendre cette zone si cela se révèle justifié.

En tout état de cause, SFR serait très fortement opposé à toute définition de la zone très dense qui dépasserait dès à présent 3 à 4 millions de prises.

Une limitation de la zone très dense à 3 à 4 millions de prises n'est pas de nature à freiner le déploiement actuel des acteurs.

Un moratoire pourrait être prolongé sur les villes dans lesquelles France Télécom a effectué son pré-déploiement, soit environ 4,5 millions de logements au maximum, dans l'attente des enseignements des groupes de travail lancés par l'Arcep sur le second trimestre.

A date, aucun acteur n'a exprimé à notre connaissance de volonté claire de déployer à court terme de la fibre optique au-delà de 4 millions de prises.

Sur les 3 à 4,5 M de foyers identifiés par l'Arcep comme proches d'un réseau en fibre optique au 31 décembre 2008, seuls 550 000 foyers sont identifiés comme éligibles aux offres à très haut débit en fibre optique : soit une couverture limitée entre 10 et 20% de la population. Il reste donc largement à déployer dans ces zones. On pourrait s'interroger dans ces conditions sur la volonté d'un acteur tel que France Télécom, de continuer à déployer son réseau horizontal au-delà des 4 premiers millions de prises, sauf s'il s'agit de tenter d'imposer de fait son mode de déploiement, alors que près de 80 à 90% de son déploiement dans les zones en-deçà des 4 millions de prises n'est pas aujourd'hui finalisé.

Par ailleurs, il ne s'agit pas d'une décision définitive, dans la mesure où les critères pourraient être revus d'ici la fin de l'année ou début 2010 : les enseignements des nouveaux groupes de travail lancés par l'Arcep sur le raccordement des petits immeubles en zone très dense et sur les modalités de déploiement en zone moins dense, pourraient permettre d'étendre potentiellement la zone très dense si cela s'avère justifié.

Au-delà, une telle décision n'interdirait nullement à France Télécom de déployer, puisqu'il le pourrait dès lors que le point de mutualisation se trouve en dehors de l'immeuble : charge à France Télécom de déterminer les modalités économiques, techniques et d'accessibilité raisonnables d'accès.

France Télécom lui-même reconnaît que les immeubles de moins de 12 logements ne peuvent a priori pas être raccordés en pied d'immeuble : or ces immeubles représentent déjà plus de 60% de la population d'une ville au-delà des 4 premiers millions de prises. Permettre d'initier des déploiements dans ces villes alors que le mode de raccordement de 60% de la population n'est pas encore déterminé n'aurait aucune pertinence.

La nécessité pour certains acteurs de devoir partager leur déploiement, dans le cadre d'une zone très dense qui serait trop étendue, n'est pas acceptable

Il convient de prendre en compte les conséquences d'une définition trop large des zones très denses, dans une partie desquelles un acteur comme SFR pourrait ne pas être en mesure de déployer seul, son réseau, donc devrait a priori s'associer à un ou plusieurs autres acteurs.

Dans la mesure où de tels scénarios de mutualisation n'ont pas encore réellement été discutés entre les acteurs et où c'est l'objet de l'un des groupes de travail lancé par l'Arcep sur le second trimestre que d'en discuter, SFR ne serait par exemple probablement pas en mesure aujourd'hui de déterminer s'il souhaite une fibre dédiée ou pas dans le cadre d'un appel à candidature portant sur une zone dans laquelle un déploiement, seul, ne serait pas rentable.

Il n'appartient pas à la régulation d'anticiper des alliances industrielles et encore moins de les imposer comme remède en acceptant des règles qui marginaliseront certains opérateurs.

On voit bien qu'il est donc nécessaire de mettre à profit les prochains mois de discussion, notamment sur les zones moins denses, pour étudier les différents cas de figure, et en déterminer des modalités de mutualisation réellement opérationnelles entre les acteurs.

C'est dans ce cas d'ailleurs l'un des fondements mêmes du multi fibres, qui serait remis en question, puisque celui-ci doit en théorie permettre à l'ensemble des acteurs qui le souhaitent de pouvoir bénéficier de leur fibre de bout en bout, ce qui ne serait potentiellement plus possible si la définition retenue pour la zone très dense était trop large.

A ce sujet, SFR souhaite rappeler que sa position sur la technologie multi fibres est la suivante :

- soit les opérateurs mutualisent tous une fibre unique par logement : c'est le mono fibre ;
- soit chaque acteur qui le souhaite doit pouvoir bénéficier de sa fibre dans chaque logement.

Il s'agit d'un principe important et structurant, que nous comprenons acté par l'Arcep, et que SFR souhaite ne pas voir remis en cause. Notamment, il ne serait pas acceptable que France Télécom puisse bénéficier, seul, d'une fibre dédiée dans certaines zones, dans la mesure où il serait seul en mesure de déployer un réseau capillaire dans cette zone.

Notamment avec le risque que certains disposent de contenus en exclusivité et d'autres pas, l'Arcep ne peut pas nier que le fait que certains acteurs puissent disposer de leur fibre dédiée et d'autre pas, entraînerait une discrimination et un préjudice potentiel fort pour les acteurs qui devraient mutualiser leur fibre avec un autre acteur.

En dehors des zones très denses

Question : l'Autorité invite les acteurs à commenter la démarche de l'Autorité en dehors des zones très denses ainsi que les modalités d'implication des collectivités territoriales dans la mise en oeuvre de la mutualisation.

SFR partage l'avis de l'Autorité, selon lequel « *de façon schématique, il devient très peu probable en dessous d'un certain niveau de densité que plusieurs opérateurs puissent rentabiliser le déploiement d'une multiplicité de réseaux au plus près des logements, même à long terme. Dans ce cas, il devient nécessaire de mutualiser le réseau fibre au-delà de la seule partie intérieure aux immeubles* ».

Les simulations réalisées par SFR, montrent que cette mutualisation entre les acteurs devient nécessaire au-delà de 3 à 4 millions de logements. Il convient de noter que les zones où seuls 2 opérateurs pourraient rentabiliser leurs investissements ne saurait être considérée comme une zone dense à « plusieurs » opérateurs. En effet, dès lors que l'ensemble des opérateurs nationaux déclarés (4 à ce jour) ne peuvent parallèlement déployer et rentabiliser leur réseau propre, il appartient à l'ARCEP de préciser les conditions de mutualisation permettant à ces 4 acteurs (ou davantage) de rester dans des conditions de concurrence équitable. Ceci serait par ailleurs incompatible avec le principe du multi fibres, dans lequel chaque acteur qui le souhaite doit pouvoir disposer de sa fibre de bout en bout.

Il convient ainsi impérativement que l'Arcep prenne en compte l'application de ce principe à l'ensemble des acteurs au-delà de ce seuil, et pas seulement à certains, afin notamment d'éviter le risque de discrimination dans l'accès à des fibres dédiées au sein des immeubles évoqué ci-avant.

SFR salue la démarche initiée par l'Arcep de réunir opérateurs et collectivités afin de déterminer les solutions les plus efficaces permettant de couvrir ces zones en fibre optique.

Pour les mêmes raisons que celles évoquées précédemment pour le raccordement des petits immeubles, il nous semble qu'une mutualisation trop à proximité des immeubles n'est pas viable, et que l'Arcep doit inciter comme elle le propose dans son document d'orientation à la définition d'« *un point de mutualisation desservant tout un quartier, voire davantage dans les zones les moins denses* ».

SFR estime que l'Arcep devrait inciter à travers ce groupe à des accords de cofinancement et de co-construction suivant les zones entre acteurs privés, ou entre acteurs privés et acteurs publics.

L'obligation de placer le point de mutualisation en dehors du pied d'immeuble dans ces zones, doit ainsi inciter France Télécom à discuter avec les autres opérateurs.

Les collectivités peuvent favoriser le déploiement d'armoires de rue, lorsque nécessaire, ou la recherche d'un NRO.

Concernant les DSP, il s'agit également de parvenir à normaliser les architectures déployées, comme ce qu'il s'est passé sur le DSL.

Nous souhaitons par ailleurs attirer l'attention de l'Arcep sur le fait que nous estimons à ce stade très dangereux de réitérer le principe suivant, pour les zones moins denses selon lequel « *en tout état de cause, les conditions de déploiement de la fibre optique dans les immeubles qui pourraient être équipés en dehors des zones très denses au sens de la partie 1) a) du présent document, ne seront pas remises en cause par une éventuelle décision ultérieure de l'ARCEP* ». L'Arcep doit préciser clairement que ce principe ne vaut pas pour la localisation du point de mutualisation. En effet, dès lors que les zones moins denses ne font pas partis des cas définis par l'Arcep dans lesquelles une localisation du point de mutualisation en pied d'immeuble est autorisé, la loi doit s'appliquer, et le point de mutualisation doit être localisé à l'extérieur de l'immeuble. En d'autres termes, l'Arcep doit préciser expressément qu'un déploiement uniquement en pied d'immeuble dans ces zones pourrait être remis en cause par la seule application de la loi.

Conditions de déploiement de la fibre optique dans les immeubles des zones très denses

Question : *L'Autorité invite les acteurs à commenter ces orientations, ainsi que le document « mode opératoire » issu de la première phase des travaux et décrivant un processus possible pour l'exercice de l'option de pose de fibre surnuméraire.*

Nos commentaires se basent sur la dernière version du document précité que nous avons reçu en date du 24/04/2009.

SFR souhaite tout d'abord rappeler que la technologie mono fibre qu'elle a jusqu'ici déployé, est une technologie qui :

- est neutre technologiquement, vis-à-vis du PON ou du Point-à-Point ;
- fonctionne, sur la base d'une architecture et d'équipements existants et industrialisables dès à présent ; quelques premières dizaines d'immeubles en technologie mono fibre sont aujourd'hui mutualisés entre SFR, France Télécom et Numéricable, et ce chiffre devrait s'accroître assez rapidement ;
- est la moins coûteuse à déployer ;
- ne limite pas a priori le nombre d'acteur capables de s'interconnecter au point de mutualisation ;
- paraît a priori plus fiable, en ce que d'une part, elle limite le nombre de jarretiérages ou de soudures à réaliser au sein d'un immeuble, et d'autre part, elle offre nativement un point de flexibilité en pied d'immeuble.

Néanmoins, au cas où l'Arcep s'orienterait vers une architecture multi fibres, SFR souhaite le respect des principes suivants :

1- La consultation préalable doit être la plus ouverte et la plus large possible

Il paraît nécessaire d'organiser une publication suffisamment large – par exemple sur le site internet de l'opérateur, voire sur celui de l'Arcep, afin de permettre un accès le plus large possible, et limiter, pour l'Opérateur d'Immeuble, le risque de contestations ultérieures d'acteurs qui n'auraient pas été consultés.

Ce type de question s'est par exemple posée par le passé, quoique dans des circonstances légèrement différentes, dans le cadre du dégroupage, s'agissant de la manière dont la méthode de valorisation de la boucle locale a été discutée et décidée. Dans ses conclusions sur l'arrêt du Conseil d'Etat du 25 février 2005, la Commissaire du Gouvernement, Prada-Bordenave, s'était prononcée sur la portée des échanges qui à l'époque avaient eu lieu dans le comité dit « Bravo », sous la présidence d'Alain Bravo, qui réunissait tous les intervenants du secteur y compris des opérateurs d'autres pays européens. La Commissaire du Gouvernement avait cependant conclu que

« la volonté du gouvernement, manifestée par les termes du décret, n'était pas qu'il y ait ainsi un fonctionnement réservé aux seuls spécialistes. Au contraire, l'exigence de publicité est clairement affirmée. Elle est d'ailleurs reprise dans son principe, même si elle ne s'applique plus au même objet dans la loi de 2004 et le décret pris pour son application. D'une manière générale, on peut affirmer que le législateur souhaite que les autorités de régulation publient les décisions qu'elles prennent, qu'il s'agisse de décision individuelles ou de décisions réglementaires, pour les rendre accessibles à tous et non aux seuls initiés du secteur. Il nous paraît donc difficile d'admettre que de très nombreuses réunions associant les professionnels intéressés peuvent tenir lieu d'une publication exigée par décret. »

Au regard notamment de ce précédent, il paraît plus prudent de ne pas réserver les discussions et appels d'offres à un club fermé d'opérateur qui déploieraient – dès aujourd'hui – de la fibre optique dans les immeubles, mais d'assurer plutôt une diffusion large, pendant un délai suffisant qui pourrait être d'un mois, comme le propose l'Arcep. Pour une parfaite transparence, cette publication pourrait être complétée via un site internet mutualisé hébergé par l'Arcep, dont le fonctionnement serait prévu et organisé par cette dernière.

Ce mode de fonctionnement pleinement transparent permettrait par ailleurs de limiter le risque en droit de la concurrence que d'aucuns invoquent, sachant qu'à notre sens, le bilan concurrentiel de ces échanges d'informations, limités à la construction d'infrastructures passives, qui permettront la fourniture de services de détail en pleine concurrence, devrait sans difficultés être considéré comme favorable.

Enfin, SFR tient à signaler à l'Autorité que de son point de vue, la demande d'un bailleur/syndic d'avoir accès à une fibre disponible en surnombre (par exemple pour l'installation de réseau interne, visiophone etc.) ne doit pas entrer dans le cadre de l'obligation de donner accès, dans la mesure où cette obligation couvre les réseaux de communications électroniques ouverts au public et que la demande du bailleur vise la création d'un réseau privé (interne) au sens de l'article L.32 du CPCE. En effet, en vertu de l'article L.34-8, II du CPCE : *« les exploitants de réseaux ouverts au public font droit aux demandes d'interconnexion des autres exploitants de réseaux ouverts au public »*.

2- Le périmètre géographique de l'appel à candidature ne doit pas être inférieur à la commune

Nous partageons l'avis de l'Arcep selon lequel le processus de consultation ne peut être à une granularité inférieure à la commune ou à l'arrondissement,

- d'une part car l'appel candidature deviendrait beaucoup plus contraignant sur une zone plus restreinte, en démultipliant leur volume ;
- d'autre part, afin d'assurer une homogénéité du réseau déployé et des services commercialisés au sein d'une même commune.

Par contre, et comme détaillé ci-après, il peut être nécessaire de distinguer le mode de déploiement des immeubles de plus de 12 logements et de ceux de moins de 12 logements. En effet, s'il s'avère nécessaire de mutualiser ces derniers immeubles suffisamment en amont, il est possible qu'il ne soit pas envisageable de proposer du multi fibres sur ces immeubles, du fait du risque de saturation des fourreaux.

3- Un appel à candidature nécessairement en plusieurs étapes prévoyant une phase de concertation entre les acteurs

En tout état de cause, il doit être envisagé différents degrés de divulgation de l'information en fonction des expressions d'intérêt et surtout du degré d'engagement des candidats potentiels. Une participation au projet et un accès à certaines informations doivent être conditionnés au dépôt d'une garantie, ainsi qu'à l'engagement de préfinancer le déploiement.

Il convient notamment de prendre en compte le fait que deux paramètres ne peuvent être déterminés qu'après connaissance de l'intérêt des acteurs sur une commune donnée :

- le nombre de fibres souhaitées ;
- leur coût de déploiement.

Ce dernier paramètre notamment, n'est en effet a priori pas connu lors de l'appel à candidature initial, puisqu'il dépend du nombre de fibres qui seraient déployées.

Il nous semble donc que la première étape de l'appel à candidature doit permettre de déterminer quels sont les opérateurs qui souhaitent cofinancer les infrastructures verticales déployées sur une commune donnée, et selon quelles modalités (fibre dédiée ou mutualisée).

L'échange peut alors se poursuivre entre les seuls opérateurs ayant déclaré leur intérêt. Celui-ci doit permettre de déterminer :

- le nombre de fibres qui seront déployées, tel que détaillé ci-après ;
- le coût de leur déploiement, qui sera partagé entre les acteurs.

Sur ce dernier point, l'Opérateur d'Immeuble n'a pas nécessairement réalisé de cotation préalablement au lancement de son appel à candidature, dans l'attente d'un premier échange avec les éventuels opérateurs intéressés par un cofinancement du déploiement.

Par ailleurs, les coûts peuvent varier d'une commune à l'autre, car la situation concurrentielle des sous-traitants, la densité, ou le volume d'activité prévisionnel, ne sont pas les mêmes.

L'Opérateur d'Immeuble n'a a fortiori pas nécessairement de facture permettant de déterminer un coût de déploiement prévisionnel, dans la mesure où l'appel à candidature peut intervenir avant son premier déploiement dans la commune, ou parce que celui-ci peut correspondre à un mode de déploiement distinct de celui déjà mis en œuvre (multi fibres, par exemple, après un déploiement historique en mono fibre).

L'établissement des tarifs doit donc se baser sur un ou plusieurs bordereaux de prix suffisamment détaillés des sous-traitants de l'Opérateur d'Immeuble, établis en fonction du souhait des opérateurs exprimé sur la commune en réponse à l'appel à candidature.

Par ailleurs, il paraît naturel de s'assurer que les coûts des sous-traitants, appelés à être partagés entre les différents acteurs, ne sont pas surestimés.

Aussi, nous estimons qu'après le premier tour de table, l'opérateur doit proposer aux opérateurs ayant fait part de leur intérêt le nombre de fibre qu'il souhaite déployer dans les immeubles de la commune, et au moins 3 devis détaillés de sous-traitants, permettant d'une part de justifier le tarif envisagé, en l'absence de factures au stade de la consultation, et d'autre part, de faire jouer la concurrence entre les différents sous-traitants, ce qui est garant de l'efficacité des prix.

Dès lors que les sous-traitants seraient informés de la démarche, il n'y a pas de raison que celle-ci ait des raisons ou un fondement juridique pour la contester. Elle correspond par exemple aux principes communément appliqués par toute copropriété.

Sur cette base, les Opérateurs commerciaux peuvent alors confirmer leur engagement, nécessitant la mise en œuvre d'une garantie bancaire sur la base des volumes prévisionnels envisagés par l'opérateur, par exemple dans l'année qui suit.

A chaque réengagement annuel, l'opérateur doit établir une nouvelle prévision. Le cas échéant, dans le cas où deux opérateurs ont des accords sur plus d'une ville, les mécanismes de prévision et de garantie bancaire pourraient être pris à un niveau national.

Il nous paraît donc important que les modalités d'appel à candidature permettent une phase de concertation entre les opérateurs, que l'engagement d'un opérateur soit matérialisé par une garantie bancaire, sur la base de devis détaillés résultant d'une mise en concurrence de plusieurs sous-traitants présents dans la commune.

A l'issue de ce processus, chaque opérateur ayant réservé une fibre conclut une convention avec l'opérateur d'immeuble dans laquelle les conditions techniques et financières de l'installation de la fibre surnuméraire sont précisées.

4- Règles de détermination du nombre de fibres

La phase de concertation intermédiaire permet notamment de déterminer le nombre de fibres. En effet, du fait du prix, ou des décisions des autres acteurs, certains opérateurs peuvent décider de revenir sur leur demande, de fibre surnuméraire.

Par ailleurs, l'Opérateur d'Immeuble doit garder une certaine latitude par rapport à la demande, notamment dans les cas suivants :

- en cas de deux demandes de fibres dédiées et une demande de fibre mutualisée, l'Arcep doit confirmer formellement le fait que l'Opérateur d'Immeuble peut répondre par quatre fibres dédiées, s'il ne souhaite pas installer de fibre mutualisée (contrainte de la gestion du boîtier de mutualisation) ;
- si plus de 4 fibres sont demandées, la phase de concertation intermédiaire doit permettre un regroupement d'acteurs si certains le souhaitent (leur intérêt étant une diminution de leur coût). A défaut, l'Opérateur d'Immeuble doit avoir le droit de mettre en œuvre du mono fibre, seule technologie permettant d'accueillir raisonnablement plus de 4 opérateurs ;
- si seulement deux opérateurs ont souhaité initialement disposer d'une fibre dédiée, ces derniers doivent pouvoir s'ils le souhaitent revenir sur une architecture mono fibre, plutôt que de financer une infrastructure de 4 fibres dédiées à deux, ou de 2 fibres dédiées et une fibre mutualisée.

Dans tous les cas, chaque opérateur qui dispose d'une fibre dédiée doit rester libre de souder ou connectoriser ses fibres en pied d'immeuble, d'y installer un simple point de flexibilité, ou un boîtier de brassage.

Pour anticiper le cas où plus de quatre fibres dédiées seraient demandées, l'Arcep doit explicitement préciser le fait que 4 fibres constituent une limite technique maximale envisageable aujourd'hui : il n'existe pas d'équipements permettant de gérer plus de 4 fibres, et plus de 4 fibres constituerait un encombrement déraisonnable dans les immeubles (prise client, boîtiers d'étage, emplacement en pied d'immeuble, colonne...), sans aucun équivalent à notre connaissance dans le monde.

La meilleure justification serait de dire que les solutions supérieures à quatre fibres seraient plus pénalisantes en ce qu'elles augmenteraient fortement l'incertitude de déploiement et que, le mieux dans ce cas, serait alors d'en retourner à la solution la plus égalitaire d'un câblage mono fibre de l'immeuble.

Enfin, si « *le fait de poser quatre fibres par logement de façon standard n'est cependant pas obligatoire, l'opérateur d'immeuble pouvant alternativement garantir l'accès à une fibre partagée pour les opérateurs tiers ne s'étant pas manifesté ab initio (cf. point 3)* », il faut préciser que ce choix de poser quatre fibres par logement reste possible, dans ce cas indépendamment de la demande des opérateurs tiers, si celle-ci porte sur moins de quatre fibres au total (c'est-à-dire même lorsque l'un deux demande un accès mutualisé).

Nous estimons enfin qu'en l'absence de connaissance des modalités de mutualisation raisonnables des immeubles de moins de 12 logements, il ne sera peut-être pas pertinent de permettre le déploiement d'une architecture multi fibres sur ces immeubles, si ceux-ci doivent être collectés plus en amont dans le réseau.

Nous estimons que l'Arcep pourrait proposer un moratoire sur ces immeubles, le temps que les modalités de mutualisation soient clarifiées.

5- Les coûts doivent être partagés de façon strictement identique entre tous les opérateurs, sur la base des coûts réellement encourus établis sur la base des factures des sous-traitants

Il est nécessaire de prévoir une règle équitable établissant un partage strict des coûts entre les opérateurs bénéficiaires d'une fibre dédiée. Il n'est pas envisageable d'identifier des coûts mutualisés d'un côté et dédiés de l'autre, cela n'aurait pas de sens.

L'infrastructure dans la colonne montante jusqu'à la prise client doit être strictement identique pour chaque opérateur : dès lors, le partage doit être strictement identique.

A tout le moins, chaque opérateur commercial pourrait choisir le mode de livraison de ses fibres en pied d'immeuble : câble lové, câble connectorisé, laissé lové ou en boîtier opérateur. Chaque opérateur paierait dans ce cas les seuls éventuels surcoûts liés à son mode de livraison.

Il nous semblerait néanmoins plus raisonnable, que l'Arcep accepte le principe d'une livraison identique de câbles connectorisés en boîtier opérateur : ceci permettrait une limite de responsabilité claire, de laisser un point de flexibilité potentiellement utile en phase de recette ou de sav, ou en cas de réattribution de fibres de la colonne montante. Ce principe permettrait une prestation strictement identique pour chaque opérateur, et serait plus propre en pied d'immeuble.

L'Arcep doit demander à cet effet à chaque opérateur de tenir à jour une comptabilité suffisamment précise des factures encourues, commune par commune, identifiant clairement les prestations dont le coût est mutualisé entre les opérateurs.

Un mark-up raisonnable peut être pris en compte, pour tenir compte des coûts propre à l'Opérateur d'Immeuble : coût d'acquisition de l'immeuble, par exemple.

Un équilibrage entre les coûts prévisionnels et réellement encourus pourrait être mis en œuvre par l'Opérateur d'Immeuble, sur une fréquence annuelle par exemple.

En cas de contestation, la consultation des factures doit être possible, soit directement par un Opérateur Commercial, soit dans le cadre d'un règlement de différend devant l'Arcep.

La solution d'un partage des coûts sur la base des factures est une solution assez couramment employée dans le cas des « consortium » de réponse à des appels d'offres pour construire en commun une infrastructure. Il nous apparaît donc qu'elle ne doit pas poser de problème dans le cas du déploiement mutualisé de la fibre pour le compte de plusieurs opérateurs dans les immeubles.

La coopération *ab-initio* entre les opérateurs vis-à-vis de leurs sous-traitants est pro-concurrentielle en ce qu'elle ne porte que sur des terminaisons de réseaux et pas sur la totalité de l'infrastructure déployée, ne concerne pas les services de détail qui seront fournis, sachant qu'à défaut de cette coopération, une partie des opérateurs ne pourraient pas entrer individuellement sur le marché.

Au pire, cette coopération augmentera la transparence sur le marché des prestations d'installation de fibre optique (équipements, main d'oeuvre) sur la base de factures émises, ce qui est de nature à en améliorer le fonctionnement.

L'accès aux factures des sous-traitants n'est ainsi qu'un aspect mineur de cette coopération, qui ne saurait poser la moindre question en droit de la concurrence.

6- Le coût de câblage horizontal palier doit être traité de façon identique au reste du câblage de l'immeuble et partagé entre les opérateurs

Nous sommes en désaccord avec la proposition de l'Arcep selon laquelle le câblage horizontal palier en multi fibres devrait être financé uniquement par l'Opérateur Commercial qui le construit.

En effet, contrairement au mono fibre :

- le coût de construction est supérieur, de l'ordre de 25 à 30% ;
- le câblage est directement réutilisable par un opérateur tiers, sans même que celui-ci ait à se déplacer dans l'immeuble : ce qui pourrait générer un comportement prédateur visant à récupérer tout client suite à son câblage par un opérateur tiers, en offrant par exemple des mois de service gratuit, ou même en poussant à l'ouverture de ligne chez un concurrent comme cela est arrivé en DSL.

Il faut donc prévoir un partage des coûts par le nombre d'opérateurs présents sur l'immeuble, sur la base d'une facturation qui pourrait être mensuelle, par exemple.

7- Règles concernant l'opérateur n+1ème

Tant qu'il reste une 4^{ème} fibre disponible, la règle du premier arrivé premier servi doit s'appliquer.

Nous partageons l'avis de l'Arcep selon lequel pour l'opérateur qui prendrait la 4^{ème} fibre, un principe de droit de suite s'applique.

Il semble même indispensable de façon à éviter tout risque d'accord de portage (cas où un Opérateur d'Immeuble et un opérateur tiers s'entendraient pour que ce dernier ne déclare pas son intérêt pour la 4^{ème} fibre, que l'OI construirait néanmoins et lui revendrait ultérieurement en conservant unilatéralement le revenu).

Pour les opérateurs au-delà du 4^{ème}, nous partageons l'avis de l'Arcep selon lequel un accès bitstream peut être considéré comme raisonnable.

Il serait en effet totalement inéquitable, dès lors qu'il aurait installé 4 fibres passives distinctes, qu'un Opérateur d'Immeuble puisse se voir imposer, ex post, d'ouvrir son réseau à un n+1ème opérateur au prix d'une reconstruction partielle de son réseau (de façon à installer un point de brassage dans le cas d'un réseau PON), et d'un risque marketing important (il sera alors le seul à partager sa fibre, ses concurrents pouvant alors se prévaloir d'un réseau dédié et prétendre par exemple à une meilleure qualité ou une activation immédiate, avantages du multifibre dont serait privé l'Opérateur d'Immeuble).

L'opérateur tiers (le n+1ème) qui ne souhaite pas se contenter de l'accès actif en bitstream qui lui est proposé a toujours potentiellement la possibilité de déployer sa propre fibre au sein de l'immeuble, sous réserve de l'accord des (co-)propriétaires.

8- Il reste nécessaire de valider ces principes sous l'angle concurrentiel

L'Autorité a indiqué à cet effet que sa décision serait soumise pour avis à l'Autorité de la Concurrence et à la Commission européenne. Ceci est en effet nécessaire, afin de garantir la légalité des principes envisagés, et ne pas faire porter un risque démesuré sur l'Opérateur d'Immeuble.

Dans une affaire concernant le partage de sites permettant d'accueillir des équipements radioélectriques (accord-cadre sur le partage de réseaux en Allemagne entre T-Mobile et O2), la Commission¹ a eu l'occasion de se prononcer sur ce type d'accord.

Les craintes de la Commission portaient sur la réduction de la concurrence au niveau des réseaux et les éventuelles retombées sur le marché de détail:

"Une coopération aussi poussée entre deux opérateurs clefs sur un marché où il n'y a qu'un nombre limité de concurrents et où les barrières à l'entrée sont élevées, voire infranchissables, pose des problèmes de concurrence. [...] Le partage de sites peut cependant avoir un effet anticoncurrentiel, en particulier en réduisant la concurrence entre réseaux, en barrant aux concurrents l'accès aux sites et aux infrastructures de site nécessaires, ce qui revient à les exclure, et, dans certains cas peut-être, en favorisant les comportements collusoires".

Néanmoins, la Commission a estimé que l'accord ne portait pas atteinte au jeu de la concurrence, dans la mesure où les parties conservent le contrôle de leur cœur de réseau et des plateformes de services qui déterminent la nature et la gamme des services fournies et leur liberté d'augmenter la couverture et la capacité de leurs réseaux.

Concernant l'échange d'informations, la Commission a rappelé qu'une telle pratique pouvait réduire l'incertitude liée au marché et faciliter les comportements collusoires. Dans le cadre d'un accord de partage de sites, l'échange d'informations doit être limité à ce qui est strictement nécessaire à la mise en œuvre du partage de sites.

Finalement la Commission a considéré que l'accord de partage de sites n'avait pas d'effet restrictif de concurrence. Elle n'a pas eu à examiner si cet accord pouvait faire l'objet d'une exemption.

¹ Décision de la commission du 16 juillet 2003 – JOCE L75/32 du 12/03/2004.

Dans la solution qui nous intéresse, la pose de fibres en surnuméraire peut avoir un effet « pro concurrentiel ». En effet, elle permettra de favoriser un déploiement de la fibre plus rapide, en partageant la charge financière du déploiement entre plusieurs acteurs et ainsi d'améliorer les conditions de rentabilité du projet et, in fine, la compétitivité des acteurs et ce au profit des consommateurs. Elle permettra à l'utilisateur final de bénéficier d'un choix accru entre les différents fournisseurs. En effet, dans chacun des logements raccordés, l'utilisateur aura plusieurs prises correspondant chacune à un opérateur. Il pourra ainsi mettre les fournisseurs en concurrence et changer de fournisseur le cas échéant de manière très fluide.

En conclusion, les effets d'une telle solution sont bénéfiques pour les consommateurs :

- éviter les travaux successifs dans les immeubles ;
- accélération du déploiement ;
- véritable concurrence entre les différentes boucles locales qui raccordent chaque logement ;
- diminution du coût de déploiement et donc in fine du prix de détail.

Localisation du Point de Mutualisation

Question : l'Autorité invite les acteurs à se prononcer sur les réponses suivantes apportées à la question posée par le législateur :

- en zones denses, le point de mutualisation peut se situer dans la propriété privée dans le cas d'immeubles raccordés à des égouts visitables ou comportant un nombre minimal de logements, avec un seuil possible de 12 ou de 24 logements.
- En dehors de ces zones très denses, le point de mutualisation se situe en principe hors de la propriété privée, sauf dans les cas qui pourraient éventuellement être fixés ultérieurement par l'Autorité.

En zones très denses, SFR partage l'avis de l'Arcep que le point de mutualisation peut se situer dans la propriété privée.

SFR estime qu'il est essentiel que le seuil retenu soit limité à 12, sauf à entraver fortement les déploiements en cours en l'absence de modalités identifiées pour raccorder les immeubles inférieurs à ce seuil.

En effet, sur la zone de 3 à 4 millions de prises définie ci-avant, il faut retenir que prendre un seuil de 24 logements diminuerait de moitié le potentiel de logements adressables dès à présent.

A titre d'exemple, sur une ville comme Grenoble, par exemple, les plus de 24 logements représentent seulement 30 % de la population, alors que les plus de 12 logements représentent 64% de la population.

Par ailleurs, nous nous interrogeons, sur la possibilité d'adresser ces petits immeubles plus haut dans le réseau, par exemple au NRO.

Dans les zones moins denses, l'Arcep doit considérer que tant qu'elle n'a pas fixé de cas spécifiques, la loi s'applique et donc le point de mutualisation doit se trouver à l'extérieur de l'immeuble.

Partage des rôles entre opérateur d'immeuble et opérateur commercial

Les acteurs seront consultés sur le mécanisme suivant :

- l'opérateur d'immeuble réalise le raccordement entre la colonne montante et le logement et effectue les opérations de maintenance, si les opérateurs tiers lui en formulent la demande ;
- l'opérateur d'immeuble laisse la possibilité aux opérateurs tiers qui en font la demande de réaliser eux-mêmes certaines opérations, notamment ce raccordement et les opérations de maintenance correspondantes. Dans un tel cas, l'opérateur tiers est mandaté par l'opérateur d'immeuble.

Question : l'Autorité invite les acteurs à commenter le mécanisme proposé au regard des enjeux commerciaux et opérationnels qu'ils identifient dans la fourniture de services à très haut débit et la gestion du réseau interne de l'immeuble.

Nous estimons que les deux possibilités proposées dans le cadre du document d'orientation représentent un compromis acceptable entre les positions des différents acteurs.

Nous sommes par contre beaucoup plus réservés sur les principes proposés dans le mode opératoire, qui sont en contradiction avec les orientations : « *il pourrait être envisagé à ce stade de laisser ce choix à l'appréciation de l'opérateur d'immeuble et à la négociation entre les parties* ». En effet, dans ce cas, il n'existe a priori aucun levier pour contraindre un opérateur d'immeuble à permettre un raccordement par l'Opérateur Commercial, si celui-ci ne le souhaite pas. SFR est donc tout à fait opposé à cette perspective.

Pour rappel des arguments en faveur d'un câblage pouvant être réalisé par l'Opérateur Commercial ;

- SFR est contraint aujourd'hui d'installer les équipements clients : l'obligation de passer par l'Opérateur d'Immeuble nous créerait donc un surcoût inacceptable et injustifié.

Elle nous interdirait de négocier librement les tarifs de la prestation, en faisant jouer une concurrence entre différents sous-traitants.

Elle nous contraindrait fortement dans l'organisation de cette installation initiale, de façon immédiatement perceptible pas nos clients par rapport à la prestation que pourrait réaliser l'opérateur d'immeuble : double rendez-vous, plus grande complexité de l'organisation du premier rendez-vous, avec un plus grand risque de report, impossibilité d'intervenir directement en cas de défaut de la prise installée lors du second rendez-vous pouvant nécessiter un troisième rendez-vous, etc...

Les déploiements cuivre ont montré la complexité d'une gestion des rendez-vous à 3 : il ne faut pas créer dès le départ les mêmes inconvénients sur la fibre. L'interface e-rdv proposée sur le cuivre, et qui limite ce désagrément, n'a aucune chance d'être disponible en même temps que les opérateurs créeront leurs process et choisiront leurs sous-traitants sur la fibre, c'est-à-dire pendant la phase principale de construction des horizontaux paliers. Le cuivre a montré les très grandes difficultés à positionner un rendez-vous « à l'aveugle ». Les demandes d'affectation de fibre nécessaires en mono fibre sont beaucoup plus simples à mettre en œuvre, du fait que ce service peut-être centralisé et relativement automatisé.

Par ailleurs, des années de combat avec France Télécom sur les prévisions et la qualité des productions montrent la très grande difficulté à sécuriser ce maillon pourtant très important de la vie d'un client. Instaurer l'obligation de passer par l'Opérateur d'Immeuble, c'est contraindre à 3 ou 4 négociations du même type, avec chaque acteur !

Conditions tarifaires

Question : l'Autorité invite les acteurs à commenter les principes tarifaires proposés et à indiquer s'ils estiment nécessaire de moduler le cas échéant ses modalités d'application en fonction des territoires.

Les réponses à cette question ont été apportées précédemment.

En synthèse, l'ensemble des coûts, y compris de câblage horizontal palier, doivent être partagés de façon strictement identique, à l'exception possible d'un choix de mode de livraison des fibres en pied d'immeuble pour chaque opérateur, sur la base, au départ, de bordereaux de prix de plusieurs sous-traitants mis en concurrence, puis des factures réelles.

Une garantie bancaire doit pouvoir être demandée par l'Opérateur d'Immeuble, sur la base des volumes prévisionnels déployés dans la commune.

Au-delà des six questions posées dans ce document d'orientations, SFR souhaite également alerter l'Autorité sur les deux autres sujets suivants :

Problématiques liées à l'interopérabilité des équipements entre différentes technologies

De longue date déjà dans les secteurs des télécommunications, tant l'Arcep que la Commission européenne ont considéré que l'établissement de normes communes est inévitable et est dans l'intérêt des consommateurs à la condition que le processus concurrentiel soit sauvegardé.

Il est donc primordial qu'un Opérateur d'Immeuble puisse interdire dans un immeuble, tant vis-à-vis des occupants que vis-à-vis des autres Opérateurs Commerciaux, l'utilisation d'équipements non compatibles avec ses propres installations, qui seraient susceptibles de perturber le fonctionnement de son réseau.

Coût de déploiement dans les fourreaux de France Télécom

L'Arcep doit se prononcer dès que possible sur le juste coût de rémunération des fourreaux de France Télécom, dans le cadre du déploiement de la fibre optique, à la fois sur la structure des tarifs (inducteur de coût, qui peut influencer l'architecture retenue pour le déploiement des réseaux) et leur montant.

Cette incertitude est fortement préjudiciable au secteur, et au déploiement de la fibre optique, notamment dans les zones moins denses, dans lesquelles les coûts d'investissements sont plus élevés au fur et à mesure que la densité décroît.

SFR propose, au vu des incertitudes actuelles sur les topologies de déploiement et sur les délais de bascule de la base cuivre vers la fibre, que les coûts de fourreaux soient mis à zéro sur les trois prochaines années, ceux-ci étant largement financés par le tarif de la paire de cuivre.